

Message Text

UNCLASSIFIED

PAGE 01 BRUSSE 17187 01 OF 05 282003Z
ACTION EUR-12

INFO OCT-01 ISO-00 AID-05 CEA-01 CIAE-00 COME-00 EB-08
EA-12 FRB-01 INR-07 IO-14 NEA-10 NSAE-00 USIA-15
OPIC-06 SP-02 TRSE-00 LAB-04 SIL-01 AGRE-00
OMB-01 SS-15 STR-05 XMB-04 NSC-05 L-03 /132 W
-----123815 282008Z /40

P 281743Z NOV 77
FM AMEMBASSY BRUSSELS
TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 3359
INFO AMEMBASSY PARIS

UNCLAS SECTION 01 OF 05 BRUSSELS 17187

USEEC

PARIS FOR USOECD

PASS TREASURY FOR MURRAY RYSS AND EXIMBANK JOHN DUFF

E.O.11652:N/A
TAGS: EFIN, ETRD, EEC
SUBJECT: EC PAPER ON EXPORT CONSENSUS PROCEDURES

1. FOLLOWING IS THE TEXT OF THE FINAL VERSION OF THE
EC PAPER ON EXPORT CONSENSUS PROCEDURES. UNFORTUNATELY
IT IS AVAILABLE HERE ONLY IN FRENCH. TEXT HAS BEEN
TRANSMITTED TO OECD FOR DISTRIBUTION.

BEGIN TEXT

"DANS LA NOTE COMPLEMENTAIRE QU'ELLE A TRANSMISE EN DATE
DU 4 OCTOBER 1977 ET QUI A ETE DIFFUSEE SOUS LA COTE
TC/ECG/77.27, LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE AVAIT
ENTRE AUTRES, SOULIGNE L'INTERET QUI, DE SON POINT DE VUE,
S'ATTACHAIT A UNE AMELIORATION DES MECANISMES APPLICABLES
AU CAS DE DEROGATION (CF.P. 3 VI ET VII DE CETTE COMMUNI-
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 02 BRUSSE 17187 01 OF 05 282003Z

CATION).

LES ECHANGES DE VUES QUI SE SONT DEROULES LORS DES
REUNIONS DES PARTICIPANTS AU CONSENSUS EN DATE DES 19 ET
21 OCTOBER 1977 ON FAIT APPARAITRE UNE ORIENTATION
FAVORABLE A LA RECHERCHE DE PROCEDURES PERMETTANT DE
CONFORTER L'APPLICATION DES LIGNES DIRECTRICES. DANS

CETTE OPTIQUE, AINSI QUE L'AVAIT ANNONCE LE PORTE-PAROLE DE LA CEE, ON VOUDRA BIEN TROUVER CI-APRES UN CERTAIN NOMBRE DE SUGGESTIONS DE LA COMMUNAUTE CONCERNANT LES QUESTIONS AFFERENTES RESPECTIVEMENT:

- AUX DEROGATIONS;
- AUX NOTIFICATIONS PURES ET SIMPLES;
- A D'EVENTUELS ECHANGES D'INFORMATIONS.

I. DEROGATIONS

1. ASPECTS DE FOND

A. LE FONCTIONNEMENT HARMONIEUX DE LA DISCIPLINE ETABLIE SOUS FORME DE SIMPLES LIGNES DIRECTRICES NECESSITE QUE LE DOMAINE DES DEROGATIONS SOIT CERNE AVEC TOUTE LA PRECISION SOUHAITABLE.

B. DANS CE CONTEXTE, TROIS IDEES FONDAMENTALES POURRAIENT SERVIR DE FIL CONDUCTEUR:

- D'UNE PART, EN L'ETAT ACTUEL DES CHOSES, LES DEROGATIONS PEUVENT AVOIR POUR FONDEMENT:

- SOIT UNE INITIATIVE PRISE PAR UN PARTICIPANT, AUQUEL CAS IL SEMBLE OPPORTUN DE FAIRE ETAT D'UNE DEROGATION
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 03 BRUSSE 17187 01 OF 05 282003Z

"FRANCHE";

- SOIT UNE DEROGATION POUR RAISON D'ALIGNEMENT AUX FINS DE RECONTRER UNE CONCURRENCE APPUYEE D'UN PARTICIPANT OU D'UN NON PARTICIPANT;

- SOIT UNE DEROGATION MOTIF PRIS D'UN ENGAGEMENT ANTERIEUR;

- D'AUTRE PART, LES INFORMATIONS A COMMUNIQUER AUX AUTRES PARTENAIRES AU TITRE D'UNE DEROGATION DOIVENT ETRE SUFFISAMMENT CLAIRES ET PRECISES POUR LEUR PERMETTRE DE POUVOIR COMMUNIQUER LEURS POSITIONS EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE; LE MAINTIEN DE CERTAINES EQUIVOQUES A CE SUJET NE POURRAIT QU'AFFAIBLIR TRES CONSIDERABLEMENT LE CARACTERE PREALABLE QUE DOIVENT REVESTIT DE TELLES INFORMATIONS;

- ENFIN, IL APPARAIT NECESSAIRE QU'APRES COMMUNICATION D'UNE INTENTION DE DEROGER, LA DECISION FINALE QUI INTERVIENDRA APRES EPUISEMENT DES PROCEDURES SOIT COMMUNIQUEE AUX AUTRES PARTICIPANTS AFIN D'EVITER

TOUTE AMBIGUITE POUVANT PAR EXEMPLE CONDUIRE A DES ALIGNEMENTS NON JUSTIFIES.

C. S'AGISSANT DES DEROGATIONS FRANCHES, IL FAUT SOULIGNER L'IMPORTANCE ESSENTIELLE QUI S'ATTACHE A CE QUE LE PARTICIPANT PRENANT L'INITIATIVE, MOTIVE DE MANIERE SUFFISAMMENT SUBSTANTIELLE LES RAISONS ET CIRCON- STANCES QUI LE CONDUISENT A ENVISAGER LA DEROGATION.

D. EN CE QUI CONCERNE LES DEROGATIONS EN RAISON D'UN ALIGNEMENT, IL DEVRAIT ETRE CLAIREMENT ETABLI QUE CETTE

UNCLASSIFIED

NNN

UNCLASSIFIED

PAGE 01 BRUSSE 17187 02 OF 05 281818Z
ACTION EUR-12

INFO OCT-01 ISO-00 AID-05 CEA-01 CIAE-00 COME-00 EB-08
EA-12 FRB-01 INR-07 IO-14 NEA-10 NSAE-00 USIA-15
OPIC-06 SP-02 TRSE-00 LAB-04 SIL-01 AGRE-00
OMB-01 SS-15 STR-05 XMB-04 NSC-05 L-03 /132 W
-----123101 282008Z /40

P 281743Z NOV 77
FM AMEMBASSY BRUSSELS
TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 3360
INFO AMEMBASSY PARIS

UNCLAS SECTION 02 OF 05 BRUSSELS 17187

MOTIVATION N'EST ADMISE QUE DANS LA SEULE MESURE OU IL S'AGIT D'UN ALIGNEMENT "A L'IDENTIQUE". ON ENTEND PAR LA LA SITUATION DANS LAQUELLE L'ALIGNEMENT PORTE EXCLUSIVEMENT SUR LA OU LES CONDITIONS DE CREDIT, NE CORRESPONDANT PAS AUX LIGNES DIRECTRICES QUI SONT OFFERTES PAR LE PARTICIPANT OU NON PARTICIPANT SUR LEQUEL ON ENVISAGE DE S'ALIGNER.

IL DECOULERAIT DE CE QUI EST EXPOSE CI-DESSUS QUE DANS L'HYPOTHESE OU, EN RAISON DES DIFFERENCES DES SYSTEMES NATIONAUX, LA CONCURRENCE NE POURRAIT ETRE RECONTREE "A L'IDENTIQUE" MAIS PAR LA VOIE D'UNE DEROGATION PORTANT SUR UNE AUTRE CONDITION DE CREDIT, IL NE SERAIT PLUS POSSIBLE DE PRESENTER LA DEROGATION AU TITRE DE L'ALIGNEMENT ET QU'ELLE RELEVERAIT EN CONSEQUENCE DE LA CATEGORIE DES DEROGATIONS "FRANCHES".
AU DEMEURANT, DEUX POINTS SUPPLEMENTAIRES MERITENT DE RETENIR L'ATTENTION:

- D'UNE PART, IL N'EST PAS A EXCLURE QUE DANS CERTAINS
CAS DES DIFFICULTES SE PRESENTENT QUANT A L'INFORMATION
SUR L'EXISTENCE OU NON D'UNE CONCURRENCE APPUYEE
PROVENANT D'UN NON-PARTICIPANT; POUR COUVRIR CE CAS IL
SERAIT ENTENDU QUE LE PAYS NON-PARTICIPANT SERAIT
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 02 BRUSSE 17187 02 OF 05 281818Z

INVITE A FAIRE CONNAITRE SA POSITION DANS UN CERTAIN
DELAI ET QU'EN L'ABSENCE DE REPONSE DE SA PART A
L'EXPIRATION DE CE DELAI, SA CONCURRENCE SERAIT
REPUTEES ACQUISES ET LA DECISION POURRA ETRE PRISE
(LES PARTICIPANTS SERAIENT INFORMES DES DEMANDES
ADRESSEES AU NON-PARTICIPANT EN QUESTION AINSI QUE
DES REACTIONS DE CELUI-CI OU DE SON ABSENCE DE REACTION
A L'EXPIRATION DU DELAI PRECITE, ENFIN DE LA DECISION
PRISE); EN OUTRE, LORS DE LEURS PROCHAINES REUNIONS,
LES PARTICIPANTS AUX LIGNES DIRECTRICES POURRONT
APPROFONDIR LA QUESTION DE SAVOIR SI LES ARRANGEMENTS
QUI VIENNENT D'ETRE PROPOSES SERAIENT D'APPLICATION
POUR LA CONCURRENCE DE TOUT PAYS NON-PARTICIPANT OU
SI LES CAS DE CONCURRENCE DE CERTAINS PAYS NON PARTICI-
PANTS NE DEVRAIENT PAS ETRE EXCLUS DE TELS ARRANGEMENTS;
- D'AUTRE PART, IL SERAIT ENTENDU QU'UNE DEROGATION AU
TITRE D'UN ALIGNEMENT SUR LA CONCURRENCE D'UN PARTICI-
PANT N'INTERVIENDRAIT PAS AVANT L'EXPIRATION DU DELAI
S'APPLIQUANT APRES INTRODUCTION D'UNE INFORMATION
PREALABLE, VOIRE PROLONGE, SI UNE DISCUSSION ETAIT
DEMANDEE (CF. CI-DESSOUS POINT 2). CETTE SUGGESTION
PARAIT DANS LA LOGIQUE DU SYSTEME POUR EVITER DES
ALIGNEMENTS EN QUELQUE SORTE PREMATURES AUSSI LONGTEMPS
QUE LES DELAIS POUR ECHANGES DE VUES ENTRE PARTICIPANTS
N'ONT PAS ETE EPUISES. TOUTEFOIS, ELLE POSTULE
ABSOLUMENT QUE L'INFORMATION DONNEE PAR LE PARTICIPANT
AYANT L'INTENTION DE RECOURIR A UNE DEROGATION
FRANCHE SOIT VERITABLEMENT PREALABLE.

2. ASPECTS DE PROCEDURE

TROIS POINTS DOIVENT ETRE MENTIONNES:

A. QUELLE QUE SOIT LA MOTIVATION DE LA DEROGATION,
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 03 BRUSSE 17187 02 OF 05 281818Z

DEUX DELAIS, COMME DANS LA PROCEDURE ACTUELLE, DEVRAIENT
ETRE MENAGES:
- UN DELAI QUE L'ON PEUT QUALIFIEE DE "REFLEXION" POUR
LES PARTENAIRES, PERMETTANT INFORMATION ET REACTIONS

S'ILS L'ESTIMENT UTILE;

- UN DEUXIEME DELAI FAISANT SUITE AU PREMIER, AU CAS OU
L'UN DES PARTENAIRES AURAIT DEMANDE UNE "DISCUSSION".

DANS CE CONTEXTE, LA COMMUNAUTE FORMULE DEUX
SUGGESTIONS:

- EN PREMIER LIEU, POUR EVITER LES DIFFICULTES INHERENTES
AUX DIFFERENCES DE JOURS OUVRABLES ENTRE LES PARTICI-
PANTS, LE PREMIER DELAI PRECITE SERAIT DE NEUF JOURS
CALENDRIER ET LE DEUXIEME DE ONZE JOURS CALENDRIER;
- EN SECOND LIEU, S'AGISSANT DE LA POSSIBILITE D'UNE
DISCUSSION SUR UNE DEROGATION A LA DEMANDE D'UN
PARTICIPANT ET ETANT DONNE LE NOMBRE IMPORTANT DE
PARTICIPANTS AUX LIGNES DIRECTRICES AINSI QUE LEUR
ELOIGNEMENT GEOGRAPHIQUE, IL DEVRAIT ETRE ETABLI QUE
LE PRATIQUE COURANTE SERAIT CELLE D'UNE DISCUSSION
PAR VOIE ECRITE, AU CAS OU, APRES COMMUNICATION DE
L'INTENTION DE DEROGER ET DANS LES DELAIS PREVUS A
 CETTE FIN PAR LES LIGNES DIRECTRICES, UNE DEMANDE DE
DISCUSSION SERAIT FORMULEE PAR UN PARTICIPANT.
TOUTEFOIS, DES CAS LIMITES NE SONT PAS A EXCLURE QUI
POURRAIENT NECESSITER UNE DISCUSSION ORALE; CETTE
DERNIERE POURRAIT SE DEROULER LE PLUS UTILEMENT DANS
LE PAYS AYANT L'INTENTION DE DEROGER.

B. UN AUTRE ELEMENT DE TRANSPARENCE SERAIT LA PRESENTA-
TION DES DEROGATIONS SELON UN SCHEMA SIMPLE MAIS
NORMALISE. C'EST CE QUI EST RECHERCHE PAR LE MODELE

UNCLASSIFIED

NNN

UNCLASSIFIED

PAGE 01 BRUSSE 17187 03 OF 05 281859Z
ACTION EUR-12

INFO OCT-01 ISO-00 AID-05 CEA-01 CIAE-00 COME-00 EB-08
EA-12 FRB-01 INR-07 IO-14 NEA-10 NSAE-00 USIA-15
OPIC-06 SP-02 TRSE-00 LAB-04 SIL-01 AGRE-00
OMB-01 SS-15 STR-05 XMB-04 NSC-05 L-03 /132 W
-----123378 282008Z /43

P 281743Z NOV 77
FM AMEMBASSY BRUSSELS
TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 3361
INFO AMEMBASSY PARIS

UNCLAS SECTION 03 OF 05 BRUSSELS 17187

FIGURANT A L'ANNEXE A.

C. ENFIN, LA PROCEDURE DE DEROGATION AYANT ETE MENEES A SON TERME POUR UNE OPERATION PARTICULIERE, IL SERAIT ENTENDU QUE TOUT AUTRE PARTENAIRE DESIRANT ENSUITE S'ALIGNER POUR LA MEME OPERATION SUR LES CONDITIONS AYANT FAIT L'OBJET DE LA DECISION FINALE DU PARTENAIRE AYANT INTRODUIT LA DEROGATION, AURAIT A EFFECTUER UNE NOTIFICATION PURE ET SIMPLE SANS ETRE TENU DE RECOMMENCER, POUR CE QUI LE CONCERNE, TOUTE LA PROCEDURE.

II NOTIFICATIONS PURES ET SIMPLES (1)

1.SITUATION DANS LE CADRE DES PRESENTES LIGNES DIRECTRICES

EN L'ETAT ACTUEL DES CHOSES, CE MECANISME DE NOTIFICATION PURES ET SIMPLES S'APPLIQUE:

- AUX CREDITS SUR PAYS RELATIVEMENT RICHES DANS LA ZONE 5 - 8 ANS 1/2;
- AUX CREDITS QUI, POUR LES USINES SIDERURGIQUES ET LES CENTRALES CONVENTIONNELLES, DEPASSERAIENT LES DUREES GENERALES DES LIGNES DIRECTRICES;
- A CERTAINS CREDITS D'AIDE LIES, LA NOTIFICATION ETANT AU PREALABLE OU A POSTERIORI EN FONCTION DU POUR-UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 02 BRUSSE 17187 03 OF 05 281859Z

CENTAGE DE L'ELEMENT "DON".

2. SUGGESTIONS DE LA COMMUNAUTE

LA COMMUNAUTE EST D'AVIS QU'UN TEL MECANISME DE NOTIFICATION PURE ET SIMPLE DOIT ETRE MAINTENU, COMPTE TENU DES PRECISIONS SUIVANTES:

- PLUS D'APPLICATION POUR LES TRANSACTIONS SUR LES PAYS CONSIDERES COMME RELATIVEMENT RICHES, ETANT DONNE QUE LA COMMUNAUTE N'EST PAS FAVORABLE AU MAINTIEN DE LA ZONE 5 - 8 ANS 1/2, MAIS SE PRONONCE POUR UNE DUREE MAXIMALE DE CINQ ANS; PAR CONSEQUENT, TOUT DEPASSEMENT DE CETTE DUREE SERAIT DESORMAIS JUSTICIALE, NON PAS D'UNE NOTIFICATION PURE ET SIMPLE, MAIS DE LA PROCEDURE DE DEROGATION;
- MAINTIEN DU SYSTEME ACTUEL POUR LES CREDITS D'AIDE LIES (C'EST-A-DIRE Y COMPRIS LE MAINTIEN DES POURCENTAGES ACTUELS DE L'ELEMENT "DON");
- NOTIFICATION D'ALIGNEMENT (CF. CI-DESSUS POINT I. 2 C)

3. AUTRES POSSIBILITES

SI EN DEPIT DU SOUHAIT DE LA COMMUNAUTE IL N'EXISTAIT PAS POUR CERTAINS TYPES DE MATERIELS COUVERTS PAR LE CONSENSUS, D'AUTRES POSSIBILITES D'ACCORD QUE DE

PREVOIR DES DUREES MAXIMALES SPECIFIQUES ALLANT AU-
DELA DES DUREES MAXIMALES "GENERALES", LA NOTIFICATION
PURE ET SIMPLE INTERVIENDRAIT DES LORS QUE LES DUREES
MAXIMALES "GENERALES" SERAIENT DEPASSEES.

4. MODELE DE NOTIFICATIONS

IL EST FAIT REMARQUER QUE LE MODELE FIGURANT A
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 03 BRUSSE 17187 03 OF 05 281859Z

L'ANNEXE A ET DONT IL A DEJA ETE PRECEDEMMENT QUESTION,
SERAIT EGALEMENT VALABLE POUR LES NOTIFICATIONS PURES
ET SIMPLES.

FOOTNOTE (1) C'EST-A'DIRE QUE LA NOTIFICATION NE PEUT
ETRE SUIVIE D'UNE DEMANDE DE DISCUSSION CONSTRAIREMEN
T A CE QUI EST PREVU POUR LES DEROGATIONS.

III. EVENTUELS ECHANGES D'INFORMATIONS

1. LA COMMUNAUTE A NOTE QUE DANS SON DOCUMENT, LA
DELEGATION DES ETATS-UNIS SUGGERE, SOUS POINT 8 C), UN
ECHANGE D'INFORMATIONS.

2. DU POINT DE VUE DE LA COMMUNAUTE, LES SUGGESTIONS
PRECISES QU'ELLE FORMULE SOUS I ET II PERMETTENT DE
PRECISER LA NOTION D'INFORMATION ET DE LA LIMITER A LA
PRINCIPALE NECESSITE QUI EST CELLE D'UNE CLAIRE APPLI-
CATION DU CONSENSUS.

3. LA COMMUNAUTE EST D'AVIS QU'IL CONVIENT D'EVITER,
DANS LE CADRE DES LIGNES DIRECTRICES, QUI DOIVENT
RESTER AUSSI SIMPLES QUE POSSIBLE ET D'UNE GESTION
RAPIDE ET EFFICACE, UNE MULTIPLICATION DES PROCEDURES.
ELLE ATTIRE AU DEMEURANT L'ATTENTION SUR LES AMBIGUITES
QUI POURRAIENT NAITRE DU FAIT QUE, D'UNE PART, LE
CONSENSUS CONCERNE COMME ON LE SAIT DES CREDITS D'UNE
DUREE EGALE OU SUPERIEURE A DEUX ANS, ALORS QU'IL EXISTE
UN SYSTEME OCDE D'ECHANGE D'INFORMATIONS SUR LES
CREDITS D'UNE DUREE SUPERIEURE A 5 ANS, SANS PREJUDICE
D'UNE CONSULTATION PREALABLE GROUPANT UN CERTAIN NOMBRE
DE PARTICIPANTS POUR LES TRANSACTIONS SUR UN CERTAIN
NOMBRE DE PAYS INDUSTRIALISES.

UNCLASSIFIED

NNN

UNCLASSIFIED

PAGE 01 BRUSSE 17187 04 OF 05 281828Z

ACTION EUR-12

INFO OCT-01 ISO-00 AID-05 CEA-01 CIAE-00 COME-00 EB-08

EA-12 FRB-01 INR-07 IO-14 NEA-10 NSAE-00 USIA-15

OPIC-06 SP-02 TRSE-00 LAB-04 SIL-01 AGRE-00

OMB-01 SS-15 STR-05 XMB-04 NSC-05 L-03 /132 W

-----123164 282008Z /43

P 281743Z NOV 77

FM AMEMBASSY BRUSSELS

TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 3362

INFO AMEMBASSY PARIS

UNCLAS SECTION 04 OF 05 BRUSSELS 17187

ANNEX A

SUGGESTED STANDARD PRO-FORMA FOR NOTIFYING INDIVIDUAL TRANSACTIONS, LINES OF CREDIT, ETC., IN SUPPORTING WHICH AN ADHERENT TO THE CONSENSUS INTENDS TO EXCEED (OR HAS EXCEEDED) THE GUIDELINES

POINTS TO BE COVERED IN EACH AND EVERY NOTIFICATION:

(1) NAME OF NATIONAL EXPORT CREDIT AUTHORITY/AGENCY RESPONSIBLE UNDER THE CONSENSUS FOR MAKING NOTIFICATIONS.

(2) REFERENCE NUMBER: "CONSENSUS....1/78" OR "CONSENSUS 1/78 REV".

(3) "WE ARE NOTIFYING THE FOLLOWING TRANSACTION/LINE OF CREDIT WHICH WE REGARD AS:

- AN OUTRIGHT DEROGATION

OR

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 02 BRUSSE 17187 04 OF 05 281828Z

- A DEROGATION JUSTIFIED BY A PRIOR COMMITMENT

OR

- A DEROGATION JUSTIFIED BY THE NEED TO MATCH

OR

- A PERMISSIBLE DEVIATION AS PROVIDED FOR IN THE CONSENSUS

OR (IN THE CASE OF A TIED AID CREDIT)

- AN EXCEPTION TO THE CONSENSUS."

(4) "ACCORDINGLY WE ARE HEREBY:

- INITIATING THE PRIOR INFORMATION AND DISCUSSION PROCEDURE

OR

- GIVING ADVANCE NOTICE

OR

- GIVING PROMPT EX POST FACTO INFORMATION."

(5) COUNTRY OF BUYER/BORROWER.

(6) NAME AND LOCATION OF BUYER/BORROWER.

(7) NATURE OF PROJECT/GOODS TO BE EXPORTED; LOCATION OF UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 03 BRUSSE 17187 04 OF 05 281828Z

PROJECT.

(8) VALUE OF LINE OF CREDIT/PROJECT/CONTRACT; BOTH TOTAL VALUE AND VALUE OF EXPORTER'S NATIONAL SHARE.

(9) IN THE CASE OF A LINE OF CREDIT, SPECIFY ANY MINIMUM CONTRACT VALUE.

(10) CREDIT TERMS WHICH (1) INTENDS TO SUPPORT (OR HAS SUPPORTED):

- (I) PAYMENTS BY THE STARTING POINT OF CREDIT (INCLUDING THOSE TO BE MADE ON DELIVERY);

- (II) LENGTH OF CREDIT (INCLUDING STARTING POINT OF CREDIT, FREQUENCY OF INSTALMENTS FOR REPAYING PRINCIPAL AMOUNT OF CREDIT, AND WHETHER THESE INSTALMENTS WILL BE EQUAL IN AMOUNT)

(III) INTEREST RATE

(IV) SUPPORT FOR LOCAL COSTS (INCLUDING THE TOTAL

AMOUNT OF LOCAL COSTS EXPRESSED AS A PERCENTAGE
OF THE TOTAL CONTRACT VALUE, THE TERMS OF REPAYMENT,
AND THE NATURE OF THE SUPPORT TO BE GIVEN).

(11) JUSTIFICATION FOR EXCEEDING THE GUIDELINES, E.G.

(I) PRIOR COMMITMENT - GIVE FULL DETAILS

(II) MATCHING - SPECIFY COMPETITION TO BE MATCHED

(III) PERMISSIBLE DEVIATION AS PROVIDED FOR IN THE
CONSENSUS - SPECIFY

UNCLASSIFIED

NNN

UNCLASSIFIED

PAGE 01 BRUSSE 17187 05 OF 05 281829Z
ACTION EUR-12

INFO OCT-01 ISO-00 AID-05 CEA-01 CIAE-00 COME-00 EB-08
EA-12 FRB-01 INR-07 IO-14 NEA-10 NSAE-00 USIA-15
OPIC-06 SP-02 TRSE-00 LAB-04 SIL-01 AGRE-00
OMB-01 SS-15 STR-05 XMB-04 NSC-05 L-03 /132 W
-----123177 282008Z /43

P 281743Z NOV 77
FM AMEMBASSY BRUSSELS
TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 3363
INFO AMEMBASSY PARIS

UNCLAS SECTION 05 OF 05 BRUSSELS 17187

(IV) TIED AID CREDIT - GIVE PERCENTAGE GRANT ELEMENT.

12. ANY OTHER RELEVANT INFORMATION (INCLUDING REFERENCES
TO ANY RELATED CASES).

SEE FOOTNOTE ABOVE

FOOTNOTE

- THE EXACT VALUE IN SDR FOR A LINE OF CREDIT

- THE VALUE OF AN INDIVIDUAL PROJECT OR CONTRACT, AND
ANY MINIMUM CONTRACT VALUE UNDER A LINE OF CREDIT,
SHOULD BE DISCLOSED IN TERMS OF VALUE RATINGS IN
ACCORDANCE WITH THE FOLLOWING SCALE:

CATEGORY

I - UP TO 750,000

II - FROM 600,000 TO 1.5 MILLION

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 02 BRUSSE 17187 05 OF 05 281829Z

III - FROM 1.25 MILLION TO 3 MILLION

IV - FROM 2.5 MILLION TO 5 MILLION

V - FROM 4.5 MILLION TO 10 MILLION

VI - FROM 8 MILLION TO 22 MILLION

VII - FROM 20 MILLION TO 44 MILLION

VIII - OVER 40 MILLION

END TEXT.

MORRIS

UNCLASSIFIED

NNN

Message Attributes

Automatic Decaptoning: X
Capture Date: 01-Jan-1994 12:00:00 am
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: POLICIES, EXPORTS, PAPERS
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Sent Date: 28-Nov-1977 12:00:00 am
Decapton Date: 01-Jan-1960 12:00:00 am
Decapton Note:
Disposition Action: n/a
Disposition Approved on Date:
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment:
Disposition Date: 01-Jan-1960 12:00:00 am
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1977BRUSSE17187
Document Source: CORE
Document Unique ID: 00
Drafter: n/a
Enclosure: n/a
Executive Order: N/A
Errors: N/A
Expiration:
Film Number: D770440-0710
Format: TEL
From: BRUSSELS USEEC
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1977/newtext/t19771114/aaaaalyh.tel
Line Count: 571
Litigation Code IDs:
Litigation Codes:
Litigation History:
Locator: TEXT ON-LINE, ON MICROFILM
Message ID: 91c4be10-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Office: ACTION EUR
Original Classification: UNCLASSIFIED
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 11
Previous Channel Indicators: n/a
Previous Classification: n/a
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: n/a
Retention: 0
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Content Flags:
Review Date: 12-Jan-2005 12:00:00 am
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review Media Identifier:
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
SAS ID: 437792
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: EC PAPER ON EXPORT CONSENSUS PROCEDURES
TAGS: EFIN, ETRD, EEC
To: STATE
Type: TE
vdkvgwkey: odbc://SAS/SAS.dbo.SAS_Docs/91c4be10-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Review Markings:
Margaret P. Grafeld
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
22 May 2009
Markings: Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 22 May 2009